

pi

n° 137 - automne 2012

# politique internationale

ahmet davutoglu  
marie delcas  
alain dieckhoff  
frédéric encel  
steve forbes  
rached ghannouchi  
amy greene  
william gumedé  
marie jégo  
imran khan  
viktor khrapounov  
mario monti  
natalie nougayrède  
dorothée schmid  
abdulbaset siedo  
valentin stefanovitch

## dossier spécial

### la politique européenne de l'énergie

delphine batho  
günther oettinger  
dominique maillard  
alejo vidal-quadrás  
patrice geoffron  
denis baupin  
jeremy rifkin  
michèle sabban  
martin malvy  
christophe bouneau  
michel derdevet

## *Entretien avec Ahmet Davutoglu\**

### LES GRANDES AMBITIONS DE LA DIPLOMATIE TURQUE

*Cet entretien a été conduit  
par Dorothee Schmid\*\* et Marc Semo\*\*\**

*Ahmet Davutoglu se présente volontiers comme un intellectuel prêté à la politique. Ce professeur de relations internationales est l'un des très rares exemples — avec, en son temps, Henry Kissinger — d'expert en politique étrangère auquel les hasards de la vie donnent l'occasion de mettre ses idées en pratique. Depuis bientôt dix ans, ce petit homme courtois et élégant à la moustache finement taillée incarne une diplomatie turque active et émancipée de la traditionnelle tutelle américaine. Après l'arrivée au pouvoir de l'AKP (le parti issu du mouvement islamiste) en novembre 2002, il devient conseiller du premier ministre Recep Tayyip Erdogan avant de prendre la tête du ministère des Affaires étrangères en 2007. Autant le chef du gouvernement est un adepte des déclarations fracassantes (notamment à l'encontre de la politique israélienne), autant Ahmet Davutoglu affectionne le ton mesuré et pédagogique.*

*En quelques années, ce tandem a réussi à hisser la Turquie au premier rang de la scène régionale et internationale. « La Turquie peut être européenne en Europe et orientale en Orient parce que nous sommes les deux à la fois », aime à rappeler le ministre-professeur. Dans son ouvrage, *La Profondeur stratégique*, il analyse les atouts d'une Turquie dotée d'une situation géostratégique privilégiée et d'un héritage ottoman exceptionnel, à ses yeux trop*

\* Ministre des Affaires étrangères de Turquie depuis 2007.

\*\* Responsable du programme « Turquie contemporaine » à l'Institut français des relations internationales (IFRI). Auteur, entre autres publications, de : *La Turquie au Moyen-Orient, une puissance régionale ? (sous la dir.)*, CNRS Éditions, 2011.

\*\*\* Responsable du service Monde à *Libération*.

longtemps négligé. D'où l'étiquette de « néo-ottomanisme » accolée à la diplomatie tous azimuts dont il est l'artisan dans les Balkans, au Moyen-Orient et dans le Caucase.

Le grand maître d'œuvre de la nouvelle diplomatie turque séduit lorsqu'il présente la Turquie comme « puissance régionale bienveillante ». Mais il inquiète tout autant quand il cautionne des régimes sulfureux, reçoit à Ankara les dirigeants du Hamas ou tente en 2009 avec le Brésil d'Ignacio Lula da Silva de négocier un compromis sur le nucléaire iranien. À l'époque, beaucoup se demandaient à Washington comme en Europe « si l'on avait perdu la Turquie ». Dans une note diplomatique américaine rendue publique par WikiLeaks, Ahmet Davutoglu est dépeint sous les traits d'un homme « exceptionnellement dangereux ». Au même moment, une centaine d'anciens ambassadeurs turcs publient une lettre ouverte au premier ministre dans laquelle ils pointent les dérives d'une politique étrangère marquée, à leurs yeux, par l'« idéologie ». En clair, ils dénoncent les convictions islamistes d'un ministre des Affaires étrangères profondément croyant.

Le « modèle » d'une Turquie tournée vers l'Europe — et adossée aux trois piliers que sont la démocratie, l'islam et la prospérité économique — aurait pu inspirer les « printemps arabes ». Or il n'en a rien été. Ankara, qui avait fait de la formule choc « zéro problème avec les voisins » son code de conduite, se voit de nouveau confrontée à l'instabilité régionale. Ses relations avec certains de ses voisins s'en trouvent compliquées. C'est le cas de la Syrie, où Ankara a pris fait et cause pour la rébellion après avoir tenté, début 2011, d'inciter Bachar el-Assad à écouter son peuple. « Nous voulions qu'el-Assad soit le Gorbatchev de la Syrie, mais il a choisi d'en être le Milosevic. C'est tout le problème », résumait Ahmet Davutoglu devant un parterre d'étudiants à Washington en février dernier. C'est le cas, aussi, de l'Irak, où les relations avec le pouvoir chiite de Nouri al Maliki se dégradent. Ankara a, en effet, accordé sa protection à l'ex-vice-président sunnite Tarek al-Hachemi, condamné à mort par Bagdad, et resserré ses liens avec la région autonome kurde dirigée par Massoud Barzani.

Depuis la crise libyenne, où son hostilité à toute intervention de l'Otan l'avait placée hors jeu, la Turquie se rapproche à nouveau de ses alliés traditionnels, en premier lieu des États-Unis. Elle a ainsi accepté d'installer sur son sol des radars du bouclier antimissile de l'Otan, suscitant l'ire de Téhéran. Quant à la crise syrienne, elle lui a permis d'affirmer ses convergences avec les Occidentaux et les pays sunnites et de renforcer sa stature internationale. Sur ce plan, Ahmet Davutoglu a réussi son

pari, bien convaincu que seule une Turquie forte, aussi bien économiquement que politiquement, pourra devenir un jour membre à part entière de l'Union européenne.

D. S. et M. S.

**Dorothee Schmid et Marc Semo** — *Jamais la Turquie républicaine n'a été aussi active sur la scène internationale. La définiriez-vous aujourd'hui comme une puissance moyenne ? Une puissance globale ?*

**Ahmet Davutoglu** — Je ne crois pas à une hiérarchie des puissances. Ce sont des concepts hérités de la guerre froide. Le schéma de l'époque était celui de deux super-puissances qui s'affrontaient au-dessus de puissances intermédiaires à vocation globale (la Chine, l'Inde, la Grande-Bretagne, la France...) et de puissances régionales. Le reste était composé de « petits États ». Cette vision des choses est obsolète. Dans certains cas, aujourd'hui, les « petites » puissances peuvent jouer un rôle plus important que les grandes. La Turquie, par exemple, est en mesure de contribuer à la paix au niveau mondial. Prenez l'Alliance des civilisations (1). Cette initiative en faveur du dialogue entre les cultures rassemble plus de 100 pays dans le cadre de l'ONU, sous la houlette de l'Espagne et de la Turquie. De même, nous avons lancé l'année dernière avec la Finlande le groupe des « Friends of mediation », qui totalise plus de 50 pays membres. Mais il nous arrive aussi d'agir en puissance régionale : c'est le cas en Syrie, en Libye, dans les Balkans ou encore en Afrique du Nord. Les vieilles catégories des relations internationales n'ont plus cours. Nous savons bien que les États-Unis et la Chine ont de plus gros moyens que nous. Mais la Turquie est un pays qui a une pensée stratégique créative. C'est un pays qui a une conscience et qui défend une vision humaniste. Une puissance montante qui promeut la paix et la stabilité dans le monde entier.

**D. S. et M. S.** — *Vous venez de faire allusion aux « printemps arabes ». Quelle part la Turquie y a-t-elle prise ?*

**A. D.** — Partout nous avons pris fait et cause pour les révolutions arabes, y compris dans les pays dirigés par des chefs d'État occidentaux. En Égypte, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a appelé très tôt Hosni Moubarak à se retirer, alors que tout le monde se demandait encore comment réagir face à ce qui se déroulait place Tahrir. En Libye, nous avons certes eu quelques différends

avec la France, en tout cas avec le président Sarkozy (2), mais nous voulions aussi très clairement soutenir le changement. En Syrie, où le régime est anti-occidental, nous avons eu la même position.

**D. S. et M. S.** — *Comment définiriez-vous votre méthode ?*

**A. D.** — Tout ce que nous promettons, nous le faisons. Au bout du compte, cela donne de la Turquie une image nouvelle. Le voyage de Recep Tayyip Erdogan en Somalie l'été dernier en est l'illustration (3) : personne ne voulait croire que nous allions y établir une ambassade, que les hôpitaux allaient rouvrir, que la Turkish Airlines desservirait Mogadiscio, que l'aéroport serait réhabilité, la route vers l'aéroport remise en état... Rappelez-vous aussi le tremblement de terre en Haïti : les avions turcs ont été les premiers à y atterrir pour acheminer de l'aide humanitaire. Depuis neuf ans que nous sommes au pouvoir, nous essayons de mettre systématiquement en pratique ce que nous planifions.

**D. S. et M. S.** — *Pensez-vous avoir une responsabilité spéciale dans votre région au nom de l'Histoire ?*

**A. D.** — Certains le pensent à notre place. Pour beaucoup de gens, Arabes, Afghans, Pakistanais, ressortissants des pays des Balkans, Istanbul est une destination naturelle. Quand l'Afghanistan et le Pakistan ont un contentieux, ils nous appellent à la rescousse, car nous avons d'excellentes relations aussi bien avec l'un qu'avec l'autre (4). De la même manière, la Bosnie et la Serbie nous ont demandé l'an dernier de les aider à régler leurs différends bilatéraux (5), notamment la question des excuses pour Srebrenica. Nous avons réussi à organiser six ou sept réunions des ministres des Affaires étrangères et deux sommets avec les chefs d'État. Mais nous n'imposons rien à personne. Notre démarche n'a rien d'impérialiste.

**D. S. et M. S.** — *L'islam joue-t-il un rôle dans le « soft power » turc ?*

**A. D.** — La plupart des populations de la région sont de religion musulmane et il est évident que nous sommes liés culturellement à ces communautés. Les musulmans sont plus à l'écoute que d'autres lorsque nous faisons part de notre expérience. Que ce soit en Égypte, en Tunisie, au Yémen ou ailleurs, ils veulent comprendre comment la Turquie, en tant que pays musulman, est parvenue à se doter d'une démocratie aussi forte, fondée sur un développement économique aussi solide. Les musulmans ont plus que jamais besoin de *success stories*. Au cours des dernières

décennies, surtout après le 11 Septembre, l'islam a souvent été associé au terrorisme, à la problématique des *failing states* (États faillis) ou au sous-développement. La Turquie démocratique, avec un mode de vie en pleine évolution, une économie dynamique et une politique étrangère très active, n'en est que plus attractive. La religion joue un rôle dans cette attirance car, dans les années récentes, les musulmans ont parfois été combattus, insultés, voire massacrés. Ils ont été victimes de nettoyage ethnique, comme en Bosnie. Ces couches d'Histoire se sont accumulées et ont créé une grande frustration. La Turquie offre aujourd'hui un exemple qui permet de la surmonter. Mais nous n'appelons personne à rejoindre la religion musulmane. Ce genre de décision est d'ordre personnel. Elle renvoie au libre arbitre des individus.

**D. S. et M. S.** — *Estimez-vous que la Turquie incarne un modèle ?*

**A. D.** — Nous n'avons jamais prétendu être un « modèle ». Mais si d'autres veulent tirer des leçons de notre expérience, ils le peuvent. J'ai dit et répété aux Égyptiens, aux Libyens ou aux Tunisiens que les institutions turques étaient à leur disposition pour étudier tout ce qui pouvait les intéresser. Mais nous ne cherchons pas, pour autant, à exporter la révolution ou la démocratie. La démocratie n'est viable que si elle est authentique et vient de l'intérieur de la société.

**D. S. et M. S.** — *Pourquoi ces changements ont-ils été possibles en Turquie et pas dans d'autres pays du monde arabo-musulman ? À quoi tient votre spécificité ?*

**A. D.** — L'Histoire compte, c'est un fait. Au-delà de la grandeur du passé ottoman, la Turquie a connu un processus de modernisation à tous les niveaux. Personnellement, je respecte les traditions mais je comprends aussi la réalité du monde actuel. C'est grâce à ce double héritage, que chaque Turc porte en lui, que nous avons réussi. L'Égypte nous ressemble : elle conjugue, elle aussi, un passé prestigieux et une ouverture sur la modernité. C'est une nation forte. Elle peut y arriver, peut-être même mieux que la Turquie. Lorsque j'ai exposé pour la première fois mes objectifs de politique étrangère, on m'a accusé d'être un universitaire utopiste. Encore aujourd'hui, certains journaux turcs m'accusent d'être un rêveur et me surnomment le « ministre en charge des songes ». Eh bien, oui, j'ai effectivement un rêve pour mon pays, pour notre région et pour l'humanité. Un homme politique qui n'est pas habité par un tel rêve ne sert à rien. Mais la différence avec d'autres, c'est que moi, je l'ai réalisé.

**D. S. et M. S.** — *De tous vos rêves, quel est celui auquel vous teniez le plus ?*

**A. D.** — Faire de la Turquie une démocratie forte. Un pays qui n'a pas le droit de choisir son propre destin et ses dirigeants ne peut rien produire. Nous avons le soutien de notre peuple. Quand je me promène chez moi à Istanbul, ou dans toute autre ville de Turquie, je vois à leur attitude que les gens apprécient ce que je fais en politique étrangère. En 2001, les ministres ne pouvaient pas descendre dans la rue de peur de tomber sur une manifestation... De nos jours, la démocratie turque est beaucoup plus solide qu'avant. Nous sommes les fils de la nation, et nous sommes responsables devant le peuple. C'est le secret de notre succès politique. En près de dix ans, nous avons remporté toutes les élections, aussi bien municipales que nationales, avec un nombre croissant de voix (6). Nous avons une autre grande réussite à notre actif : plus personne ne pense qu'un coup d'État militaire peut se produire en Turquie. Il y a quelques années, à la moindre difficulté, une partie de la population appelait l'armée à l'aide tandis que l'autre la rendait responsable de tous les maux. Notre démocratie fonctionne désormais dans la transparence. Il n'y a presque plus de corruption. Si des erreurs sont commises, elles sont repérées et punies.

**D. S. et M. S.** — *Et en matière économique ?*

**A. D.** — Du point de vue économique, notre rêve était de ne plus mendier aux portes du FMI. En 2001, en pleine tourmente financière, nous tentions de trouver de l'argent partout. En juin dernier, lors d'un meeting du G20, la Turquie a donné 5 milliards de dollars au FMI pour aider à faire face à la crise européenne. Elle fera bientôt partie du Comité exécutif du FMI et, à ce titre, elle décidera de la manière dont l'argent sera distribué...

**D. S. et M. S.** — *Et en politique étrangère ?*

**A. D.** — Il y a dix ans, quand on évoquait la Turquie, c'était toujours pour parler de la question chypriote, de la question kurde ou du dernier tremblement de terre... Que des sujets négatifs. Aujourd'hui, la presse mondiale rend compte du rôle d'Ankara en Somalie, en Afghanistan, partout... La Turquie a été membre du Conseil de sécurité ! Personne n'y croyait, après cinquante ans d'efforts (7). Et nous posons à nouveau notre candidature pour 2015-2016 ! La Turquie est le membre le plus actif du G20 ! Démocratie, développement économique, politique étrangère active. Tous ces rêves sont devenus réalité.

**D. S. et M. S.** — *Depuis dix ans, vous jouez un rôle de premier plan dans la diplomatie turque, d'abord comme conseiller du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, puis comme ministre. Quelle a été votre plus grande réussite personnelle ?*

**A. D.** — Mon principal succès est d'avoir redonné confiance en soi à la Turquie, à ses diplomates et à ses élites. Sans cette confiance, rien n'aurait été possible. Voulez-vous des cas concrets ? En voici un : la « plateforme des pays voisins de l'Irak », que nous avons mise en place pendant la guerre (8). Lorsque j'ai proposé cette idée pour la première fois, il paraissait inimaginable d'asseoir autour d'une même table les représentants de l'Arabie saoudite et de l'Iran. Mais en analysant ce qui s'était passé en Bosnie-Herzégovine, j'avais acquis la certitude que l'on ne pouvait pas contenir une crise sans impliquer l'ensemble des voisins. De 2003 à 2007, nous nous sommes rencontrés sept fois dans le cadre de cette « plateforme ». L'administration américaine, qui était réticente, a fini par s'y rallier. Aujourd'hui encore, il est presque impossible de faire se rencontrer ces pays ; pourtant, la Turquie l'a fait. Autre exemple : quand les mouvements de résistance irakiens, en 2006, se battaient contre l'armée américaine et que la guerre civile menaçait, nous les avons conviés à un sommet en Turquie. C'est ainsi que les sunnites ont accepté de participer au processus électoral. Dernier exemple : les pourparlers directs, en 2008, entre Israël et la Syrie (9). Des deux côtés, les négociateurs nous ont dit que nous avons obtenu plus de résultats en cinq mois qu'au cours de toutes les années précédentes. Il ne nous manquait qu'une réunion pour parvenir à des pourparlers directs. Si les Israéliens n'avaient pas attaqué Gaza la semaine suivante, c'était chose faite. La région aurait un tout autre visage...

**D. S. et M. S.** — *En revanche, à Chypre la situation demeure bloquée...*

**A. D.** — Ce n'est pas de notre fait ! Je vous rappelle que nous avons franchi un pas historique en acceptant le plan de l'ONU (10). Les Chypriotes turcs l'ont approuvé par référendum en avril 2004 mais, malheureusement, les Chypriotes grecs ont choisi de le rejeter...

**D. S. et M. S.** — *Le dégel qui s'était amorcé vis-à-vis de l'Arménie est resté lettre morte et vos relations avec l'Irak se tendent. Votre bilan n'est-il pas finalement plutôt mitigé ?*

**A. D.** — Détrompez-vous, la Turquie s'entend très bien avec la Géorgie, la Russie, la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce... Nous avons effectivement des problèmes avec la Syrie. Mais, au nom

des relations de bon voisinage, faut-il accepter des massacres de masse et des crimes contre l'humanité ? Quant à l'Irak, il est rongé par l'instabilité politique. Je vous rappelle que ce n'est pas nous qui avons créé les tensions avec le premier ministre Nouri al Maliki (11) ! Sans la contribution de la Turquie, dont nous parlions à l'instant, la situation serait pire. Même chose pour l'Arménie : les protocoles que nous avons signés sont toujours sur la table (12). La balle est désormais dans le camp d'Erevan. Pour notre part, nous espérons qu'une dynamique positive va s'amorcer dans le Caucase qui permettra de les mettre en œuvre.

**D. S. et M. S.** — *On est tout de même loin du « zéro problème avec les voisins » que vous revendiquiez comme objectif...*

**A. D.** — Le « zéro problème avec les voisins » est un processus interactif qui doit avancer des deux côtés. En tant qu'historien, je comprends d'où viennent les difficultés. En tant que ministre, j'ai essayé de changer la psychologie de mes concitoyens. Aujourd'hui, ils n'ont plus le sentiment d'être entourés d'ennemis. Nous ne connaissons que deux catégories d'interlocuteurs : les amis et les amis potentiels. Un jour, quand le peuple syrien aura pu décider de son sort et qu'une société démocratique aura émergé, la Turquie lui tendra la main. Quand les Chypriotes grecs seront prêts à faire la paix, nous serons les meilleurs amis du monde. De même, quand les Arméniens décideront de se retirer des territoires qu'ils occupent illégalement en Azerbaïdjan — et je ne parle pas seulement du Haut-Karabagh (13) —, la Turquie aura avec eux des relations cordiales. La Turquie n'a été à l'origine d'aucune crise au cours des dix dernières années. Elle n'en a amplifié aucune. Elle n'a jamais imposé son avis à quiconque.

**D. S. et M. S.** — *L'engagement d'Ankara aux côtés de l'opposition syrienne vous confère-t-il une responsabilité particulière pour l'après-Assad ?*

**A. D.** — Je voudrais tout d'abord souligner que Turcs et Syriens ont vécu ensemble côte à côte pendant des siècles et qu'ils continueront à partager un avenir commun. Ce qui explique que nous ressentions intensément les douleurs et les peines de nos frères et sœurs syriens. Je ne conçois pas qu'une nation civilisée et qu'un État fondé sur des valeurs telles que la démocratie et le respect des droits de l'homme puissent faire autre chose que condamner catégoriquement la répression brutale de ce régime contre les civils. Bien avant le conflit, le gouvernement turc — de façon répétée — a pressé le président Bachar el-Assad de ne pas

résister aux demandes légitimes de son peuple et de mettre en œuvre des réformes démocratiques. Compte tenu des événements qui secouaient les autres pays arabes, c'était la seule attitude sensée. Un dirigeant avisé aurait dû être capable d'ouvrir des discussions avec l'opposition. Hélas, le régime syrien a choisi la voie de la répression et des massacres. Ce régime a perdu sa légitimité. Il ne peut pas gagner la guerre qu'il a déchaînée contre son propre peuple.

Dans ce contexte, nous avons, en effet, décidé de nous rapprocher de l'opposition regroupée au sein du Conseil national syrien. Notre démarche est claire : la Turquie agira en solidarité avec le peuple syrien indépendamment de tout facteur d'appartenance ethnique, religieuse ou politique. On ne sortira de la situation actuelle que d'une seule façon : en mettant en place un nouveau gouvernement syrien et un Parlement élu démocratiquement à l'issue d'un scrutin libre et honnête. Nous appelons de nos vœux un processus de transition pacifique. Tout ce que nous voulons, c'est un voisin stable et prospère avec lequel nous pourrions développer des relations bilatérales fructueuses.

**D. S. et M. S.** — *Vous avez évoqué le risque de la création d'« entités terroristes » aux frontières de la Turquie, visant aussi bien al-Qaïda que les rebelles kurdes du PKK (14). Comment l'éviter ?*

**A. D.** — Le régime syrien a perdu le contrôle de nombreuses parties du pays, y compris dans les zones frontalières. Nous ne sommes pas les seuls à observer avec inquiétude la présence croissante de terroristes et de groupes extrémistes armés, notamment dans le nord de la Syrie. Des extrémistes que le régime de Bachar el-Assad n'a pas hésité à enrôler dans la guerre qu'il a déclenchée contre son peuple. Notre région n'a déjà que trop souffert du fléau du terrorisme. Nous avons clairement averti que nous ne tolérerons aucune menace du PKK, de groupes qui lui sont affiliés ou d'autres organisations terroristes. Personne ne doit douter de notre détermination. De tels éléments n'ont aucune place dans l'avenir de la région et de la Syrie. Ils ont du sang sur les mains ; ils ont participé aux tueries de masse et aux meurtres de civils en Syrie. Le peuple syrien et le peuple turc sont conscients du fait que ces groupes, qui luttent avant tout pour leur propre cause, ont tout intérêt à agir dans un contexte de conflits ethniques et sectaires exacerbés. Il faut empêcher ces groupes terroristes de prendre pied en Syrie. Nous ferons en sorte que cela n'arrive pas.

**D. S. et M. S.** — *Votre relation avec la Russie constitue-t-elle une contrainte diplomatique dans la période actuelle ?*

**A. D.** — Nos relations avec Moscou ont évolué et se sont très rapidement développées à partir de la fin des années 1990. Aujourd'hui, elles font partie intégrante de la politique étrangère multi-dimensionnelle de la Turquie. Nous ne sommes pas forcément d'accord sur tous les sujets, mais nous nous attachons à préserver une atmosphère de confiance mutuelle et à approfondir une coopération qui profite aux deux parties. Dans cette optique, un Conseil de coopération de haut niveau a été créé en mai 2010 (15). Nous considérons la Russie comme l'un de nos partenaires majeurs et comme un acteur clé sur le plan aussi bien régional que global, en particulier pour le règlement des conflits gelés ou toujours en cours dans la région (16).

**D. S. et M. S.** — *Les tensions avec l'Iran s'accroissent (17), notamment à propos de la Syrie. Comment décririez-vous vos relations avec ce puissant voisin ?*

**A. D.** — Nous nous fréquentons depuis plusieurs siècles, et ce n'est pas terminé. En 2011, quelque deux millions de touristes iraniens sont venus visiter la Turquie. Notre commerce bilatéral a atteint cette même année 16 milliards de dollars. Mais notre dialogue avec l'Iran est aussi un atout pour la communauté internationale. Tout le monde sait que nous avons tenté d'établir un pont entre Téhéran et le groupe des 5 + 1 (18) sur le programme nucléaire iranien. En 2010, nous nous sommes associés au Brésil pour proposer de fournir à la République islamique de l'uranium enrichi — proposition qui avait été acceptée par Téhéran (19). Nous avons accueilli les négociations entre l'Iran et les 5 + 1 après une année et demie d'interruption: Deux réunions d'experts se sont tenues à Istanbul en juillet dernier. Toutes ces initiatives vont dans le même sens : elles prouvent notre détermination à résoudre ce conflit par des moyens pacifiques, quelles que soient les embûches. Nous sommes contre une nucléarisation de la région, qu'il s'agisse du nucléaire iranien ou du nucléaire israélien. Nous rejetons toute politique du « deux poids, deux mesures ». Je dois dire que cette position nous vaut le respect de nos partenaires : ils savent que la diplomatie turque repose sur des principes et qu'elle n'en change pas au gré des circonstances. S'agissant de la Syrie, il est clair que nous ne partageons pas l'analyse de Téhéran. Mais ce genre de divergences de vues n'a rien d'anormal. Nous nous efforçons, en tout cas, de faire comprendre que le processus en cours en Syrie est irréversible et que le temps ne joue pas en faveur du régime d'el-Assad.

**D. S. et M. S.** — *Bien que le Conseil d'État ait invalidé le projet de loi sanctionnant la négation ou la « minimisation » des génocides reconnus par la France — dont le génocide arménien —, le président François Hollande reste ambigu sur le sujet et évoque la possibilité d'un nouveau texte. La question arménienne va-t-elle continuer longtemps à empoisonner les relations franco-turques ?*

**A. D.** — Nos relations ont été trop souvent prises en otage par les agissements de la diaspora arménienne à propos des événements de 1915. La Turquie et la France sont en mesure de collaborer sur de nombreux dossiers régionaux et internationaux et j'espère que ce potentiel ne sera pas gâché. En ce qui concerne la controverse turco-arménienne sur l'Histoire, notre position est claire. La France sait combien cette question est sensible en Turquie. La France sait combien l'initiative de son Parlement était erronée. Comme vous venez de le rappeler, elle a été rejetée par la plus haute juridiction administrative de votre pays. La France peut apporter, je crois, une contribution positive aux relations turco-arméniennes ; mais, pour cela, elle doit avoir une attitude plus honnête et plus équilibrée. Autrement, non seulement les relations turco-françaises risquent d'en souffrir mais nos efforts pour instaurer des relations normalisées avec Erevan s'en trouveront contrariés. Pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance algérienne, le président Hollande a écrit un bel article évoquant le nécessaire travail de mémoire entre les deux pays. C'est exactement ce que nous voulons avec l'Arménie. Il est temps de remplacer la haine par une réflexion commune sur le passé. Ce processus, Paris peut l'aider en encourageant la partie arménienne à se montrer moins hostile envers la Turquie.

**D. S. et M. S.** — *Votre visite à Paris, début juillet, a-t-elle marqué un nouveau départ pour les relations franco-turques ?*

**A. D.** — Un nouveau départ ? Je suis beaucoup plus optimiste ! Notre amitié remonte à plusieurs siècles. Les turbulences de ces dernières années, et surtout de ces derniers mois, n'ont été qu'une parenthèse dans cette longue tradition. Les rencontres entre le président Abdullah Gül et le président François Hollande à Chicago, puis celle de Rio avec le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, ont été très fructueuses, tout comme les entretiens que j'ai eus à Paris avec mon homologue Laurent Fabius. Il faut à présent passer à la vitesse supérieure. Cela signifie, par exemple, plus de rencontres de haut niveau. La dernière visite officielle d'un président français en Turquie date de 1992. Nous ne comptons pas celle

de Nicolas Sarkozy, qui n'a duré que deux ou trois heures. Nos échanges commerciaux se montaient à 12,6 milliards d'euros l'an dernier et nous espérons atteindre 15 milliards cette année. Il y a plus d'un millier d'entreprises françaises présentes en Turquie qui offrent de larges perspectives de coopération, en particulier sur l'énergie nucléaire civile.

**D. S. et M. S.** — *L'Union européenne fait-elle toujours partie de vos horizons ?*

**A. D.** — Certains dirigeants européens sont réticents à l'idée d'une adhésion pleine et entière de la Turquie, mais les choses changent : chacun voit désormais les atouts dont dispose notre pays et ce qu'il peut offrir à l'Union. La Turquie d'aujourd'hui n'est plus celle des années 1990 avec son instabilité politique, ses crises économiques et ses problèmes sécuritaires. Nous respectons l'opinion des Français. Ils pourront s'exprimer par référendum sur notre adhésion, et les Turcs aussi auront à se prononcer. Laissons le processus de négociation se dérouler normalement jusque-là. La Turquie et la France ont un rôle clé à jouer dans la zone méditerranéenne, au moment où la Tunisie, l'Égypte, la Libye et maintenant la Syrie sont engagées dans de difficiles transitions politiques. Nicolas Sarkozy voyait l'influence croissante de la Turquie comme une menace pour celle de la France. Je pense, au contraire, que nous ne sommes pas adversaires mais alliés et que les synergies sont évidentes.

**D. S. et M. S.** — *Au poste de ministre des Affaires étrangères, votre formation d'universitaire spécialiste des relations internationales est-elle un atout ou un inconvénient ?*

**A. D.** — La personnalité et l'intégrité sont ce qui compte avant tout. À la base, je souhaitais poursuivre ma carrière universitaire. Les circonstances et la volonté populaire en ont décidé autrement. Lorsque le premier ministre m'a demandé d'assumer cette mission, j'ai accepté. Ma personnalité n'a pas changé pour autant. J'ai toujours essayé de réconcilier la réalité avec les valeurs qui m'animent. C'est parfois difficile et douloureux, mais je m'efforce de conserver ma personnalité intacte, de rester un intellectuel de qualité et d'être un bon ministre, contribuant à la paix dans le monde. Mon équipe sait bien que, dès que j'en ai l'occasion, je m'échappe. Si je peux grappiller deux heures pour écrire, je suis le plus heureux des hommes ! J'ai la chance exceptionnelle de pouvoir confronter la théorie, que j'ai conceptualisée pendant mes années d'enseignement, à la pratique, que je touche du doigt

chaque jour dans mes fonctions ministérielles. Mais c'est aussi une énorme responsabilité morale, j'en suis parfaitement conscient.

(1) Initiative placée sous le parrainage du secrétariat général des Nations unies, l'Alliance des civilisations, lancée en 2005 par Recep Tayyip Erdoğan et son homologue espagnol de l'époque José Luis Rodríguez Zapatero, se propose d'améliorer les relations entre les peuples de cultures et de religions différentes. Son Haut Représentant, nommé par le secrétaire général Ban Ki-moon, est l'ancien président portugais Jorge Sampaio.

(2) En mars 2011, le gouvernement turc clamait haut et fort son opposition à une intervention de l'Otan en Libye et s'est contenté finalement d'une participation à minima au blocus naval avec une demi-douzaine de bateaux. Recep Tayyip Erdoğan a tenté pendant des mois de jouer les médiateurs entre Kadhafi et le Conseil national de transition, qui n'a finalement été reconnu comme seul interlocuteur légitime par Ankara qu'en juillet 2011.

(3) Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, accompagné de sa femme Emine et de quatre ministres, s'était rendu le 19 août 2011 à Mogadiscio pour une visite sans précédent à ce niveau depuis que la Somalie était devenue l'archétype de l'« État failli » ravagé par la guerre civile. Il voulait marquer sa solidarité et sensibiliser la communauté internationale au sort de cette population musulmane victime de la sécheresse et de la famine.

(4) La Turquie est l'un des piliers de l'ISAF, la force de stabilisation de l'Otan en Afghanistan. Elle a envoyé sur le terrain 1 700 hommes qui ne participent pas aux missions de combat « pour ne pas heurter nos coreligionnaires musulmans ». Kaboul accuse régulièrement Islamabad d'aider les talibans et de favoriser le terrorisme. Depuis 2007, Ankara a organisé quatre rencontres au sommet entre les présidents afghan Hamid Karzaï et pakistanais Asif Zardari. La dernière de ces rencontres a eu lieu en novembre 2011 à Istanbul, juste avant la Conférence internationale sur l'Afghanistan.

(5) En avril 2011, le président turc Abdullah Gül avait parrainé une rencontre en Serbie avec son homologue serbe Boris Tadic et les trois membres de la présidence collégiale bosniaque. Ce sommet faisait suite à la « déclaration d'Istanbul » signée un an plus tôt, par laquelle les dirigeants serbes et bosniaques s'engageaient à préserver la diversité ethnique, culturelle et religieuse dans leurs pays respectifs.

(6) Lors des dernières élections législatives, en juillet 2011, l'AKP a recueilli 50,3 % des voix et enregistré sa troisième victoire consécutive.

(7) La Turquie a été élue au Conseil de sécurité en 2009-2010 et l'a présidé en septembre de cette année-là. Elle n'avait pas siégé dans cette instance suprême des Nations unies depuis 1961.

(8) La « plateforme des pays voisins de l'Irak » avait été lancée peu avant l'intervention américano-britannique en Irak de mars 2003 à laquelle le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan s'était opposé. Le 1<sup>er</sup> mars 2003, le Parlement turc refusa d'autoriser le passage sur son territoire des forces américaines devant se rendre en Irak. Restée en sommeil, cette plateforme fut ensuite réactivée pendant la guerre civile qui ravagea le pays. Après avoir longtemps insisté sur la préservation de l'intégrité territoriale de l'Irak, le gouvernement turc met en œuvre depuis 2007-2008 une politique de voisinage régionalisée et pragmatique. Il joue les médiateurs entre les différentes factions irakiennes. Mais, depuis un an, les relations se sont tendues avec le gouvernement de Nouri al Maliki qu'Ankara accuse de jouer la carte « sectaire », c'est-à-dire chiite.

(9) La visite de Recep Tayyip Erdoğan à Damas, en avril 2008, marqua le coup d'envoi de pourparlers de paix indirects entre Syriens et Israéliens sous le parrainage d'Ankara. La crise politique israélienne puis l'intervention militaire israélienne à Gaza firent capoter ce processus. Depuis, les relations turco-israéliennes n'ont cessé de se dégrader, notamment après l'assaut donné par les troupes israéliennes, en mai 2009, contre une flottille humanitaire à destination de Gaza. Neuf ressortissants turcs furent tués sur le *Mavi Marmara*, affrété par une organisation humanitaire islamiste.



- (10) Ancienne colonie britannique, Chypre accède à l'indépendance en 1960. Trois ans plus tard, les premières violences éclatent entre communautés grecque et turque, un point culminant étant atteint en 1974 lorsque les Colonels, alors au pouvoir à Athènes, tentent de prendre le pouvoir dans l'île et de la rattacher à la Grèce. La réplique d'Ankara est immédiate et l'armée turque occupe le nord de l'île. En 1983, cette partie occupée proclame son indépendance sous le nom de République turque de Chypre Nord, reconnue seulement par Ankara. En avril 2004, l'ONU propose un plan de réunification de l'île. Ce plan, qui prévoyait la création d'une confédération « bi-zonale et bi-communautaire », fut approuvé par les Chypriotes turcs et rejeté par les Chypriotes grecs.
- (11) Nouvel homme fort de l'Irak, Nouri al Maliki est le premier ministre du pays depuis mai 2006. Il est membre du parti chiite Dawa.
- (12) Le 10 octobre 2009, les ministres des Affaires étrangères, le Turc Ahmet Davutoglu et l'Arménien Edouard Nalbandian, paraphaient à l'université de Zürich sous le parrainage de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton ainsi que de l'UE des « protocoles d'accord » prévoyant, à terme, une normalisation entre les deux pays. Les autorités turques avaient accepté, notamment, de disjoindre la question du Haut-Karabagh d'une reprise des relations diplomatiques avec Erevan tandis que les autorités arméniennes, elles, renonçaient à exiger en préalable la reconnaissance du génocide de 1915. Le Haut-Karabagh est une enclave montagneuse peuplée d'Arméniens sur le territoire de l'Azerbaïdjan qui s'est rattachée par la force des armes à l'Arménie. Le processus lancé par les « protocoles d'accord » est actuellement gelé. Sous la pression de Bakou, la Turquie revient à la charge sur le Haut-Karabagh et Erevan insiste pour que soit reconnue l'indépendance de l'enclave.
- (13) Au-delà du Haut-Karabagh, les forces arméniennes ont aussi pris le contrôle de zones limitrophes peuplées d'Azéris, soit en tout quelque 20 % du territoire azerbaïdjanais. Près d'un million de personnes ont été déplacées.
- (14) Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), fondé par Abdullah Ocalan (arrêté en 1999 et condamné à la prison à vie), mène depuis 1984 la lutte armée contre Ankara au nom du droit à l'indépendance des régions kurdes du sud-est du pays. Aujourd'hui, cette organisation, classée comme « terroriste » par Washington et l'Union européenne, reste dans le flou et n'évoque plus qu'une large autonomie pour les populations kurdes. Ce conflit a déjà fait plus de 40 000 morts.
- (15) Ce Haut Conseil a été instauré en 2010 afin d'accroître la coopération économique mais aussi sécuritaire et politique entre les deux pays.
- (16) Outre le Haut-Karabagh, pour lequel le groupe de Minsk — créé en 1992 par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et coprésidé par les États-Unis, la France et la Russie — tente de trouver une solution négociée, il y a aussi l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Avec le soutien de Moscou, ces deux républiques ont autoproclamé leur indépendance par rapport à la Géorgie au début des années 1990. La Russie les a ensuite reconnues formellement comme États souverains peu après la guerre russo-géorgienne d'août 2008.
- (17) L'Iran avait durement protesté contre l'acceptation par la Turquie, à l'automne 2011, de l'installation sur son territoire d'une partie du bouclier antimissile de l'Otan. Le soutien affiché d'Ankara à la rébellion syrienne a depuis lors encore aggravé le contentieux entre les deux pays.
- (18) Le groupe 5 + 1 en charge de la négociation sur le nucléaire iranien réunit les 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne.
- (19) Le 17 mai 2010, Recep Tayyip Erdogan et le président brésilien Lula signaient avec Téhéran un accord tripartite qui se voulait une alternative aux sanctions proposées par les grandes puissances du 5 + 1 (les membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) en charge des négociations sur le nucléaire iranien. Cet accord fut refusé par les Occidentaux qui le considéraient comme un jeu de dupes.

Ces notes ont été conçues et rédigées par Dorothée Schmid et Marc Semo.